

Referenzen und Hinweise

Adressen für Telex und Dite

p.B.58.06.4 - RY/RJ

X

X

Secrétariat pol.

1

wochentx

Directives politiques hebdomadaires no 2/88 du 18.1.88

Position suisse en prevision poursuite travaux Reunion de Vienne CSCE.

Reprise formelle Reunion Vienne a ete fixee au 22 janvier. Avec autres N+N, mettrons tout en oeuvre pour acclerier rythme negociation, tres lent au cours derniere session, surtout dans domaines des droits de l'homme et des contacts humains. Deux textes recents du coordinateur tiennent compte de l'etat actuel de la discussion et definissent cadre negociation dans ces domaines. Notre delegation s'emploiera egalement a stimuler negociation sur les reunions de suivi. Tous les Etats participants sont acquis a l'idee que document final Vienne devra comporter une composante tres importante quant aux suites de la CSCE : notamment une double conference sur les aspects militaires, politiquement contrebalancee par une conference sur la dimension humaine (CDH). Or, a propos CDH, Est et Ouest n'ont pas encore, pour des raisons tactiques ou de cohesion interne, vraiment indique leur position de negociation.

Perspectives de progres sont meilleures dans corbeille II (ou nous nous concentrerons en particulier, avec les 3 autres Neutres, sur notre idee de reunion d'experts consacree a aspects prioritaires de l'environnement) ainsi qu'a propos du double mandat pour futures negociations militaires. La aussi, il subsiste toutefois d'importants problemes a resoudre entre alliances (armes a double ca-

15 janvier 1988

30 41

Dodis



Referenzen und Inhalt

Adresse für Telegramm-Dienst

2

pacite), en plus de la negociation du lien entre 23 et CSCE, qui concerne tout particulierement N+N. Des lors, chances de parvenir, comme chacun le souhaiterait, a un accord d'ici Paques semblent aleatoires. Brunner

////

copie : RY

NNNN

Information hebdomadaire**OCDE: Visite à Berne de M. J.-Cl. Paye, Secrétaire général de l'OCDE, 14 et 15 janvier 1988**

A l'invitation du Conseiller fédéral Delamuraz, cette visite s'est déroulée dans d'excellentes conditions. Le programme a prévu des entretiens avec les Conseillers fédéraux Delamuraz, Stich, Felber et Cotti, le Secrétaire d'Etat Blankart, une rencontre avec le Président de la Banque nationale suisse, M. P. Languetin, et un échange de vues avec les principaux hauts fonctionnaires de l'administration fédérale en charge d'un dossier OCDE. Une séance de travail sur l'agriculture, présidée par M. Delamuraz et à laquelle participaient des parlementaires, le Directeur de l'Union suisse des paysans et des représentants de l'administration, a constitué une étape importante de cette visite. Les principales facettes de la coopération économique multilatérale ont pu être abordées au cours de cette visite.

Le rôle de l'OCDE dans la coopération économique internationale, l'attente de la Suisse, l'élargissement éventuel de l'OCDE, les perspectives économiques et le commerce mondial, notamment les rapports entre OCDE et GATT, ont été évoqués. S'agissant des perspectives économiques, M. Paye s'est montré prudent. La chute continue du dollar, envenimée encore par les récentes turbulences boursières et le niveau relativement bas des taux d'intérêt aux Etats-Unis, niveau qui renforce encore la tendance à la baisse, ont suscité auprès des instances économiques dirigeantes des principaux acteurs économiques de la zone OCDE un sens plus aigu de la nécessité de la coopération et de la coordination des politiques économiques. Bénéficiant d'une structure de travail qui englobe des groupes spécialisés dans l'analyse de tous les aspects de la vie économique, l'OCDE peut jouer un rôle important dans ce domaine. La position de l'OCDE face à la problématique de son élargissement éventuel est une question qui se posera avec de plus en plus d'acuité à l'avenir. Aujourd'hui, il n'y a pas encore de consensus à ce sujet. Les réactions divergent. Il est donc utile et souhaitable que la coopération s'intensifie, ceci d'autant plus que certains pays de la zone Pacifique sont en voie de basculer rapidement dans le camp des pays économiquement développés. Il est donc important que la réflexion sur la question des relations avec les pays non membres prenne une dimension permanente à l'OCDE qui actuellement ne connaît pas suffisamment les économies des Nics avec lesquels l'OCDE n'a pas encore assez de contacts. En ce qui concerne le rôle de l'OCDE par rapport au GATT, le Comité des échanges fait un travail utile pour la préparation, notamment des nouveaux domaines de négociation que sont les services, les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle et de l'investissement. Parmi les problèmes spécifiques, l'agriculture et les textiles, notamment la nécessité d'intégrer beaucoup plus les pays en développement dans le système d'échanges de produits textiles, ont été évoqués.

La réunion des principaux délégués de la centrale autour de M. Paye a permis d'évoquer les problèmes les plus divers qui se posent, au niveau de chaque comité, dans les relations entre la Suisse et l'OCDE. Cette réunion a aussi permis de rappeler l'importance de la coordination horizontale, non seulement au niveau de l'OCDE elle-même, mais aussi à l'intérieur des pays membres.

Dans le domaine de l'agriculture, une discussion en profondeur a eu lieu sous la direction du Conseiller fédéral Delamuraz, discussion qui a fait le point des travaux actuels réalisés à l'OCDE et mis en évidence l'inéluctabilité et la nécessité de procéder à une réorientation de certains aspects des politiques agricoles, compte tenu des problèmes d'ordre essentiellement structurel auxquels l'agriculture est confrontée. Le Conseiller fédéral Delamuraz a saisi cette occasion pour rappeler les principaux objectifs de la politique agricole suisse, dont notamment les objectifs d'ordre non essentiellement économique. Les mesures prises ou étudiées en fonction des différents objectifs de la politique agricole suisse ont également été abordées. Tous les participants ont reconnu qu'une réorientation des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE s'inscrivait dans la longue durée, mais qu'il importait d'ores et déjà d'agir dans la bonne direction. Au cours de ces entretiens, l'importance clef jouée par l'agriculture dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round a été mise en évidence.

Les postes intéressés recevront un rapport détaillé sur l'ensemble de cette visite.

Euro-afrikanische Umweltministerkonferenz:

Vom 12. bis 15. Januar fand in Dakar diese gemeinsam von Senegal und der EG organisierte Konferenz, an der auch die Schweiz eingeladen war (Delegationschef Minister Streuli), statt. Die Veranstaltung stellte sich in den Rahmen des Europaeischen Umweltjahres und war als Geste Europas gegenueber Afrika zu verstehen. Als Resultat der harmonisch verlaufenden Debatten konnten drei Texte verabschiedet werden, einer ueber den Kampf gegen das Vordringen der Wuesten, einer ueber Umweltprobleme der Kuesten und Meere und eine mit Konsensus angenommenen Schlusserklaerung. In deren Praeambel wird die Notwendigkeit eines dauerhaften Wachstums festgehalten, wobei aber vermehrt auf Umweltfaktoren Ruecksicht genommen werden muss, insbesondere Kampf gegen die Verwuestung, Schutz der Tropenwaelder, Schutz der Kuestenzonen, Probleme des Wachstums der Staedte und der Industrialisierung. Zu diesem Zwecke sollen die Umweltprobleme fruehzeitig in die Projektplanung aufgenommen werden (Umweltvertraeglichkeitspruefung), die Ausbildung auf diesem Gebiet gefoerdert werden etc. Die Zusammenarbeit zwischen Europa und Afrika soll verstaerkt werden. Die afrikanischen Teilnehmer hinterliessen den Eindruck, dass das Umweltbewusstsein auch in diesem Kontinent waechst. Sollte es der Konferenz gelungen sein einen positiven Beitrag dazu geleiste zu haben, so hat sie ihren Zweck erfuehlt.

Entschädigungscontentieux mit der UdSSR

Im Zusammenhang mit der Emission einer öffentlichen SFr.-Anleihe der Bank for Foreign Trade of the USSR in der Schweiz (vgl. no 1/88 vom 11.1.88) ist auf das offene Entschädigungscontentieux mit der UdSSR hingewiesen worden.

Die bisher (1972, 1976 und 1980) zwischen schweizerischen und sowjetischen Experten geführten Präliminargespräche über eine vermögensrechtliche Regelung hatten die Prüfung von Ansprüchen betreffend Schäden in den Sozialistischen Sowjetrepubliken Litauen, Lettland, Estland, Ukraine, Weissrussland und Moldavien sowie den westlichen Gebieten der Föderativen Sozialistischen Sowjetrepublik Russland zum Gegenstand, die nach dem 1.9.1939 entstanden waren. Angesichts der fehlenden sowjetischen Bereitschaft, die gewichtigsten schweizerischen Ansprüche zu entschädigen (solche in bezug auf das ehemalige Ostpreussen und Grund und Boden überhaupt), sowie nicht unbedeutender Gegenforderungen der UdSSR wurden die Gespräche seither nicht mehr weitergeführt.

Wie anlässlich des Besuchs von Staatssekretär Brunner in Moskau vom letzten Herbst in Aussicht gestellt, werden diese Präliminargespräche nun voraussichtlich Ende März 1988 in Bern fortgesetzt werden. (Leitung Godet).

Die schweizerischen Ansprüche beziehen sich, neben Waren- und Finanzforderungen gegen nationalisierte Schuldner (inkl. baltische Anleihen und Bankguthaben), im wesentlichen auf nationalisierte Liegenschaften und Betriebe (ca. 1'300 Fälle, ca. 44 Mio. Fr.). Die sowjetischen Gegenforderungen setzen sich zusammen aus einer Forderung für Zinsverluste, die die Gosbank wegen Blockierung ihrer Guthaben in der Schweiz zwischen 1941 und 1948 erlitten habe (ca. 4,5 Mio. Fr.), sowie (privatrechtlich verjährte) kommerzielle Forderungen baltischer Gläubiger gegen schweizerische Firmen (ca. 2 Mio. Fr.).

Dagegen wird der Komplex der sog. Revolutionsschäden (nach 1917 erlittene Verluste inkl. Schulden des zaristischen Russland, z.B. Anleihen; ca. 7'500 Fälle, ca. 1,5 Mrd. Fr.) nicht Gegenstand der Gespräche bilden. Die UdSSR weigert sich allen Staaten gegenüber nach wie vor grundsätzlich, solche Ansprüche abzugelten. (Das von Grossbritannien mit der UdSSR 1986 diesbezüglich abgeschlossene Abkommen stellt eine Ausnahme dar, indem die UdSSR auf gesperrte russische Bankkonten in Grossbritannien verzichtete. Für die Schweiz und andere interessierte Staaten, z.B. Frankreich, bestehen solch günstige Voraussetzungen leider nicht.)

BRUNNER.

L.A. 22.14.7.3.

dodis.ch/66659

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 19.1.88

Interne Verteilerliste

Kopie(n) direkt weitergeleitet

Betrifft: Directivespol. et Information hebdomadaire 2/88

Departementsvorsteher		CFA
Sekretäre Chef EDA	Hr. De Watteville	WA
	Hr. Erard	ER
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Tissières	TE
	Hr. Schaller	SRU
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Hr. Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Faivet	
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Wyss	WS
	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Faessler	FCH
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg	RUE
	Hr. Blickenstorfer	BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
	Hr. Flückiger	FK
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim	MF
	Minister Streuli	STJ
	Minister Gyger	GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Imm	IE
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht		
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
Generalsekretariat	Botschafter Manz " Freymond	WER FRE
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Ruf	RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Bill	
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Högger Hr. Leuzinger Hr. Pasquier Hr. von Muralt Minister Kellenberger	GI HL LP PA MD Ke
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion Intern. Hilfswerke Integrationsbüro EDA/EVD		

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Presse- und Informationsdienst
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den 19.1.88

TELEGRAMM (CH)

a) an die diplomatischen Vertretungen in: *Direct. pol. et inform. tabd. 2/88*

- | | | |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra | - Helsinki | - Rabat |
| - Addis Abeba | - Houston | - Riad |
| - Alger | - Islamabad | - Rio de Janeiro |
| (- Amman) | - Istanbul | - Rom |
| - Ankara | - Jakarta | - San Francisco |
| - Athènes | - Johannesburg | - San José |
| - Bagdad | - Kairo | - Santiago |
| - Bangkok | - Kinshasa | - Sao Paulo |
| - Barcelona | - Lagos | - Seoul |
| - Beirut | - Lima | - Stockholm |
| - Berlin Ost | - Lissabon | - Teheran |
| - Berlin West | - London | - Tel-Aviv |
| - Bombay | - Los Angeles | - Tokio |
| - Bonn | - Luxemburg | - Washington |
| - Brasilia | - Madrid | - Wien |
| - Brüssel (2) | - Marseille | |
| - Budapest | - Mexiko | |
| - Buenos Aires | - Montreal | |
| - Bukarest | - Moskau | |
| - Canberra | - Nairobi | |
| - Caracas | - New Delhi | |
| - Chicago | - New York (2) | |
| - Colombo | - Ottawa | |
| - Dar es Salaam | - Oslo | |
| - Den Haag | - Paris (3) | |
| - Djeddah | - Peking | |
| - Dublin | - Prag | |
| - Guatemala | - Pretoria | |
| - Havanna | | |

b) per Kurier:

Abidjan		Panama
Abu Dhabi		Panmunjom
Addis Abeba	Hamburg	Paris (3)
Akkra	Hanoi	Prag
Alger	Harare	Pretoria
Amman	Havanna	Quito
Amsterdam	Helsinki	Rabat
Ankara	Hong Kong	Rio de Janeiro
Antananarive	Houston	Rom
Asuncion	Islamabad	San Francisco
Athen	Istanbul	San José
Atlanta	Jakarta	Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg	Sao Paulo
Bangkok	Kairo	Singapur
Barcelona	Karachi	Sofia
Beijing	Khartoum	Stockholm
Beirut	Kigali	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa	Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen	Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Sydney
Bogota	Kuwait	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos	Tel-Aviv
Bonn	La Paz	Tokio
Bordeaux	Lima	Toronto
Brasilia	Lissabon	Tripolis
Brüssel+Mission	London	Tunis
Budapest	Los Angeles	Vancouver
Buenos Aires	Luanda	Warschau
Bukarest	Luxembourg	Washington
Canberra	Lyon	Wellington
Caracas	Madrid	Wien
Chicago	Mailand	Yaoundé
Colombo	Manchester	Zagreb
Conakry	Manila	
Dakar	Maputo	
Damaskus	Marseille	
Dar es Salaam	Melbourne	
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste